

**MAROC**

# Le leader de la contestation dans le Rif devant un juge

**Le leader de la contestation populaire dans le nord du Maroc, Nasser Zefzafi, passait hier devant un juge d'instruction à Casablanca, étape préalable à son procès qui n'aura pas lieu avant la fin du mois.**

Les avocats de Zefzafi, emprisonné depuis la fin mai, avaient initialement indiqué que le procès de leur client devait débuter hier lundi devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca.

En fait, «il est interrogé sur le fond par le juge d'instruction. Ce n'est donc pas le début du procès», a précisé à l'AFP M<sup>e</sup> Naïma Guellaf, une de ses avocates. Cette ultime étape de l'instruction avant le procès devrait se dérouler jusqu'au 27 juillet, selon la presse marocaine, qui cite un autre avocat, M<sup>e</sup> Abdessadak El Bouchattaoui.

Le chef du «Hirak» (la Mouissance, nom donné localement à la contestation), aux harangues enflammées dénonçant l'Etat corrompu, fait face à de lourdes charges, notamment «atteinte à la sécurité intérieure». Aucune mobilisation particulière n'était visible devant le tribunal hier. Depuis la mort atroce d'un vendeur de poisson, broyé dans une benne à ordures fin octobre à Al-Hoceïma (nord), ce chômeur

de 39 ans menait la fronde contre le Makhzen, au nom de sa région natale du Rif.

Pendant près de huit mois, la petite ville d'Al-Hoceïma et la localité voisine d'Imzouren ont vibré au rythme de manifestations pacifiques pour le développement d'une région historiquement frondeuse, qu'elles jugent marginalisée et négligée.

Le mois de mai a été marqué par un net durcissement des autorités dans la gestion des manifestations, de plus en plus réprimées par des forces de l'ordre désormais omniprésentes dans la province.

Dans la foulée de l'arrestation de Zefzafi, la totalité des leaders et figures connues du «Hirak» ont été interpellés. Les heurts se sont également multipliés, les policiers tentant tous les soirs d'empêcher ou de disperser les rassemblements de soutien à ces prisonniers.

Selon un dernier bilan officiel, 176 personnes ont été placées en détention préventive. Cent vingt

sont en cours de jugement, des peines allant jusqu'à 20 mois de prison ont été déjà prononcées. Sous la pression, les manifestations ont cessé début juillet et la tension est retombée d'un cran avec le retrait des policiers de lieux publics emblématiques à Al-Hoceïma et Imzouren, une mesure décidée par le roi Mohammed VI en signe d'apaisement, selon les autorités locales. Mais le mouvement n'a toutefois pas totalement disparu, avec la poursuite d'attroupements improvisés de jeunes sur les plages, de concerts de casseroles ou de klaxons et une mobilisation qui perdure sur les réseaux sociaux.

La «libération des détenus» est devenue le nouveau leitmotiv des protestataires qui s'inquiètent en particulier du sort de Sylia Ziani, figure féminine du «Hirak», aujourd'hui en «dépression grave» selon ses avocats. Samedi soir, une manifestation de soutien à la jeune femme, de quelques dizaines de personnes, a été violemment dispersée à Rabat. Plusieurs personnalités de défense des droits de l'Homme et des manifestantes ont été frappées par les policiers, selon des images qui ont fait le tour des médias locaux.

Les autorités ont justifié leur intervention par le «refus d'obtempérer» des manifestants, ainsi que leur intention «préméditée de provoquer et d'agresser (...) les forces publiques».

L'approche «sécuritaire» adoptée par les autorités reste très critiquée par les ONG et la société civile, mais également une partie de la classe politique, qui rappelle le caractère «pacifique» du mouvement et ses revendications «économiques et sociales».

Le débat fait toujours rage sur les suspicions de tortures et de mauvais traitements qu'auraient subis certains détenus, selon leurs proches.

La semaine dernière, des fuites dans la presse d'un rapport du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), un organisme officiel, ont été transmises à la justice. Ces expertises médicales ont été catégoriquement démenties par la police.

Dimanche, un comité des familles des détenus a demandé l'ouverture d'une enquête sur ces allégations de mauvais traitements et a de nouveau appelé à la libération des détenus, en premier lieu de Sylia Ziani «dont l'état de santé s'est détérioré».

**PORTUGAL**

## Mise en examen de trois ex-secrétaires d'Etat invités par un sponsor à l'Euro-2016

Trois anciens secrétaires d'Etat portugais, qui s'étaient fait inviter à l'Euro-2016 par l'un des sponsors de l'équipe nationale de football, ont été mis en examen pour prise illégale d'intérêts, a annoncé hier le ministère public. Fernando Rocha Andrade, secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales, Joao Vasconcelos, secrétaire d'Etat à l'Industrie, et Jorge Costa Oliveira, secrétaire d'Etat à l'Internationalisation, avaient démissionné la veille «pour ne pas porter préjudice au gouvernement».

Ces trois anciens membres du gouvernement avaient accepté des invitations du groupe pétrolier portugais Galp pour assister à des matchs de l'équipe nationale portugaise lors du Championnat d'Europe de football organisé l'été dernier en France.

Les secrétaires d'Etat, dont la démission avait été aussitôt acceptée dimanche soir par le Premier ministre socialiste Antonio Costa, avaient demandé eux-mêmes à être mis en examen pour pouvoir se défendre.

Dès l'été dernier, ils avaient annoncé leur intention de rembourser les dépenses engagées par le groupe pétrolier, tout en affirmant leur «conviction que leur comportement n'était pas illégal». L'affaire, révélée en août 2016, avait créé des remous politiques, Fernando Rocha Andrade étant alors en charge d'un différend fiscal opposant le groupe pétrolier et l'Etat portugais, une situation susceptible de créer un conflit d'intérêts. Trois autres responsables gouvernementaux avaient déjà été mis en examen dans le cadre de cette enquête, a indiqué hier le parquet général dans un communiqué, précisant qu'il s'agit d'un chef de cabinet, d'un ancien chef de cabinet et d'un conseiller du gouvernement.

**CRISE DU GOLFE**

# Tillerson en visite au Koweït pour chercher une issue diplomatique

**Le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, est depuis hier au Koweït pour une série de discussions avec les dirigeants du Golfe pour tenter de désamorcer la profonde crise qui secoue la région depuis la rupture des relations décidée par certains pays envers le Qatar, a annoncé le Département d'Etat américain.**

Le secrétaire d'Etat américain entame une visite de quatre jours dans le Golfe, où il marquera sa première halte au Koweït, au Qatar, en Arabie Saoudite, avant de se rendre au sultanat d'Oman. Il s'agit pour le

chef de la diplomatie américaine de trouver une porte de sortie à la crise diplomatique dans la région après le blocus commercial et la rupture des relations diplomatiques imposés par l'Arabie Saoudite et certains voi-

sins du Qatar, accusé de «soutenir les groupes terroristes», ce que Doha ne cesse de rejeter.

M. Tillerson s'est entretenu dimanche à Istanbul avec le Président turc Recep Tayyip Erdogan et a rencontré son homologue turc Mevlüt Cavusoglu, a-t-on rapporté.

MM. Tillerson et Cavusoglu ont notamment évoqué la Syrie et le Qatar, selon l'agence de presse turque Anadolu.

Selon des médias arabes,

Washington avait exprimé jeudi dernier sa «préoccupation» face à ce différend qui risque de durer longtemps.

De son côté, le journal saoudien Akadh a estimé que toutes les tentatives diplomatiques pour résoudre cette crise vont se référer aux résultats de la rencontre entre Rex Tillerson et l'émir du Koweït Sabah el-Ahmad dont le pays a pris l'initiative de médiation pour faciliter le règlement de la crise.

**AUTRICHE**

# Vienne interdit une visite du ministre turc de l'Économie

**L'Autriche a interdit une visite du ministre turc de l'Economie Nihat Zeybekci, qui entendait participer à un rassemblement marquant le premier anniversaire du coup d'Etat manqué en Turquie, a annoncé hier le ministère autrichien des Affaires étrangères.**

«Il a été interdit d'entrée car sa visite ne fait pas partie d'un échange bilatéral, mais il s'agit d'une apparition publique lors d'un événement marquant la tentative de coup d'Etat» du 15 juillet 2016.

Sa participation à cette «réunion d'envergure» prévue dimanche à Vienne aurait représenté «un danger pour l'ordre public», a déclaré à l'AFP Thomas Schnoell, porte-parole du ministère.

«Le gouvernement turc veut

exercer son influence politique en Autriche. Nous n'autoriserons pas cela», a, pour sa part, commenté le chancelier autrichien Christian Kern sur les ondes de la radio publique Oe1.

Le meeting est organisé par la branche autrichienne de l'Union des démocrates turcs européens, un groupe pro-Erdogan présent dans plusieurs pays de l'Union européenne. Le porte-parole du mouvement, Ramazan Aktas, a qualifié la décision de Vienne de «non-démocratique».

A Ankara, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Huseyin Muftuoglu, a condamné la décision de Vienne, affirmant que les autorités autrichiennes «ne sont pas sincères quand il s'agit de défendre les valeurs démocratiques».

Vendredi, le gouvernement néerlandais avait déjà affirmé qu'une visite du vice-Premier ministre turc, Tugrul Türkes, qui comptait se rendre aux Pays-Bas mardi pour assister à une commémoration du coup d'Etat manqué, n'était «pas souhaitable».

Autre exemple : à l'occasion de sa venue au G20 de Hambourg la semaine dernière, le Président turc Recep Tayyip Erdogan voulait organiser une

réunion politique pour ses sympathisants, mais Berlin a refusé, s'inquiétant du risque d'importation des conflits politiques intérieurs turcs en Allemagne, où vit la plus importante diaspora turque, d'environ 3 millions de personnes.

Les relations entre la Turquie et les pays de l'Union européenne se sont tendues en raison notamment des purges menées par le gouvernement du Président Recep Tayyip Erdogan après cette tentative de putsch.

Plusieurs autres pays dont l'Allemagne et l'Autriche avaient interdit des rassemblements pro-Erdogan et la venue de responsables turcs pour faire campagne auprès de la diaspora turque

avant un référendum en avril qui a permis au Président turc de renforcer ses pouvoirs.

Environ 360 000 personnes d'origine turque vivent en Autriche, dont 117 000 de nationalité turque. Parmi eux, nombreux sont ceux qui soutiennent M. Erdogan et ont voté pour lui lors de ce référendum.

Depuis le putsch manqué, environ 50 000 personnes ont été arrêtées en Turquie et plus de 100 000 limogées ou suspendues de leurs fonctions.

Ces mesures ont suscité l'inquiétude d'ONG et de pays européens, qui dénoncent une répression tous azimuts visant notamment les milieux kurdes et des médias critiques.